

Certaines questions sur le sauvetage restent en suspens

NEW YORK
ENVOYÉE SPÉCIALE

Comment est financé ce plan ? Le plan de sauvetage américain sera financé par le Trésor des Etats-Unis, qui émettra pour cela des emprunts sur les marchés financiers internationaux.

Les sommes seront octroyées en trois étapes : 250 milliards de dollars seront immédiatement accordés au Trésor, suivis de 100 milliards octroyés si nécessaire à la demande du président, puis 350 milliards sujets à un nouveau vote du Congrès. Deux comités externes surveilleront la manière dont sont dépensées ces sommes.

A quoi serviront ces 700 milliards de dollars ? Le Trésor veut débarrasser les banques de leurs actifs toxiques à l'origine de la crise. En éliminant le « *ver dans le fruit* », il compte ainsi restaurer la confiance dans le système financier. En échange de cette action, il obtiendra des titres de propriété dans les banques aidées.

Si les institutions financières se redressent, le Trésor touchera les bénéfices, voire revendra à profit ses titres. L'Etat sera aussi tenu d'assouplir les modalités des prêts rachetés pour soulager les emprunteurs propriétaires de maisons menacées de saisies.

A quel prix seront rachetés les actifs toxiques des banques ? Le Tré-

sor reprendra les actifs « toxiques » des banques, c'est-à-dire des titres dont plus personne ne veut et qui ne sont plus cotés. Afin de recréer artificiellement un marché, il utilisera un système d'enchères inversées en invitant les banques à y participer.

Quelles sont les institutions financières éligibles ? La possibilité de vendre au Trésor des actifs de valeur douteuse est ouverte à « *toute institution financière, y compris, mais non exclusivement, toute banque, caisse d'épargne, coopérative de crédit, maison de courtage, intervenant de marché, établi et régulé par les lois des Etats-Unis (...) et ayant des opérations significatives aux Etats-Unis, à l'exception de toute banque centrale ou de toute institution contrôlée par un gouvernement étranger* ».

Faut-il craindre une distorsion de concurrence ? Certains commencent à s'inquiéter, en Europe, des répercussions du plan Paulson sur la concurrence internationale dans le secteur financier.

Ce plan va en effet débarrasser les banques américaines de leurs actifs toxiques, alors que de nombreux établissements européens, pas suffisamment présents aux Etats-Unis, vont devoir les conserver. « *C'est effectivement un problème* », a jugé le ministre allemand social-démocrate des finances (SPD) Peer Steinbrück dans une interview à l'hebdomadaire *Der Spiegel* du lundi 29 septembre. ■

C. G. ET MARIE DE VERGÈS (À BERLIN)

Les économistes se montrent très critiques

NEW YORK
ENVOYÉE SPÉCIALE
« *La structure de ce plan est une erreur* », indiquait Richard Shelby, sur la chaîne ABC vendredi 26 septembre. Au-delà des calculs politiques, le sénateur républicain fondait son opposition sur un argumentaire signé par près de 200 économistes issus des plus grandes universités américaines, dont les Prix Nobel Robert Lucas (université de Chicago) et Vernon Smith, (université de Chapman).

Ce texte évoque les trois travers essentiels du plan Paulson : son « *injustice* », son « *ambiguïté* » et ses « *effets à long terme* », à même de bouleverser le fonctionnement de l'économie.

Pour les économistes, il n'est pas acceptable que les financiers de Wall Street, qui ont pris des risques et en ont tiré profit, ne supportent pas les conséquences de leurs erreurs et les fassent payer, via le Trésor, par le contribuable américain.

Dans ce plan, l'Etat s'engage aussi à racheter les actifs toxiques des banques au cœur de la crise. Mais ces titres sont

tellement toxiques que personne n'en veut et qu'il n'existe pas de marché.

Comment l'Etat peut-il ainsi fixer le prix de ces titres ? Selon ces experts, le plan induit trop d'arbitraire. « *Ce plan produira des effets pour toute une génération (...) perturbant les règles de l'économie de marché* », concluent-ils. Ce plan est « *une arme atomique* », estime John Cochrane, de l'université de Chicago, signataire du texte.

« Gâchis »

Quant au risque d'une crise systémique, c'est-à-dire une faillite en chaîne des banques de Wall Street, évoqué par M. Paulson, M. Cochrane estime, confiant, que, « *lorsqu'une banque fait faillite, une autre la remplace* », évoquant le rachat de la banque de dépôt Washington Mutual en faillite, par sa concurrente JP Morgan, qui a provoqué un choc aux Etats-Unis sans toutefois semer la panique.

Le plan Paulson a ainsi suscité des réserves d'experts de tous bords. Les plus libéraux étant peu enclins à voir

l'Etat s'immiscer dans le marché. Dans une tribune au *Wall Street Journal*, vendredi 26 septembre, John Paulson, milliardaire à la tête du hedge funds Paulson & Co, soulignait l'incongruité de « *faire payer aux épargnants le sauvetage de banques pour continuer de distribuer des dividendes aux actionnaires et payer les gros bonus de leurs dirigeants* ».

D'autres tels Robert Shapiro, membre du centre de réflexion (« think tank ») NDN, voyait dans ce plan un « *gâchis* », estimant qu'il faut sauver les Américains incapables de rembourser leurs crédits et menacés d'être expulsés de leur maison plutôt que « *les spéculateurs de Wall Street* ».

Pour Nouriel Roubini, professeur à l'université de New York et l'un des premiers à avoir prédit une crise d'une telle ampleur, « *l'enjeu est d'éviter une crise du type de celle traversée par le Japon dans les années 1990 qui a anéanti pendant dix ans le secteur financier. Si le plan est 100 % efficace, la récession américaine durera deux ans* », estime-t-il. ■

C. G.

FMI Dominique Strauss-Kahn propose que le FMI conduise la régulation de l'activité financière

Directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn revendique la conduite d'une régulation renforcée de la finance mondiale, dans une interview parue

dans *Le Journal du dimanche* du 28 septembre.

« *Les gouvernements de la planète, tous les gouvernements, pas seulement ceux des pays riches, ont intérêt à se servir du FMI pour cela*, affirme-t-il. *Nous sommes les gardiens d'un bien public mondial : la stabilité financière au service de l'économie. En 1944, ce qui menaçait, c'était*

l'anarchie monétaire. Aujourd'hui, il faut faire face, en plus, à l'anarchie financière : l'opacité, la cupidité, l'irresponsabilité d'un système qui s'est développé sans rapport avec l'économie réelle. La finance doit être contrôlée, conclut-il. *Nous sommes prêts à le faire si on nous en donne le mandat. Nous sommes dans notre rôle et je le revendique.* »